

# L'ÉVÉNEMENT

## Pourquoi la médecine de ville ne doit pas être oubliée



### DÉCRYPTAGE

**Marie-Cécile Renault**

[@Firenault](#)

Répondre aux demandes de l'hôpital en crise, sans oublier la médecine de ville... un impératif pour le Ségur de la santé, alors que, trop souvent en France, les réformes de la santé se sont réduites à un énième plan hospitalo-centré. Un travers dans lequel le gouvernement avait pris garde de ne pas tomber avec la loi Ma santé 2022, mais qui pourrait revenir au galop dans la situation actuelle post-Covid. D'une part, parce que les hospitaliers, en première ligne dans la lutte contre l'épidémie, sont en position de force pour réclamer des revalorisations. D'autre part, parce que le gouvernement après plusieurs échecs doit mettre fin une bonne fois pour toutes à plus d'un an de mobilisation à l'hôpital public.

Dans ce contexte, la médecine de ville risque une nouvelle fois de passer à l'as. « *Alors que la France souffre d'un trop d'hôpital, générant des dépenses de santé excessives, ce gouvernement, une fois de plus, va mettre autour de la table ceux qui, en dépit de toutes logiques sanitaire et économique, refusent depuis des dizaines d'années de hiérarchiser les recours d'accès aux soins* », alerte

la CSMF, premier syndicat de médecins libéraux.

Or, si la réforme de l'hôpital est indispensable, il est tout aussi nécessaire de soutenir la médecine de ville. D'une part parce que les médecins de famille sont eux aussi montés au front contre le virus, 46 d'entre eux y laissant la vie.

D'autre part, la crise a montré qu'il est plus que jamais nécessaire de casser les logiques de silo et d'encourager les coopérations entre privé et public, entre médecine de ville, hôpital et Ehpad. Pour soulager l'hôpital, qui ne peut et ne doit pas tout faire, mais rester un acteur de dernier recours, il faut que les urgences non vitales et la continuité des soins soient assurées par la ville.

### Revaloriser les salaires

Pour cela, il faut améliorer la coordination, renforcer l'attractivité de l'exercice libéral, revaloriser les rémunérations (un généraliste gagne 2,9 fois le salaire moyen en France, contre 4,4 fois en Allemagne). Enfin, si la France a un système curatif reconnu, elle pêche en matière de prévention. Or c'est en améliorant le rôle préventif du médecin traitant, en développant des consultations longues de dépistage, en renforçant la médecine scolaire et la médecine du travail que le recours à l'hôpital pourra être évité. ■